Appel à contribution : Reconfiguration des espaces démocratiques

Caroline Glorie

**Comment expliquer la subversion du concept d’*Espace public*?**

L’appel à contribution « Reconfigurations des espaces démocratiques » part du constat, dans le premier axe de questionnement civique, de l’ambigüité qui s’est insinuée dans l’usage de certains concepts politiques. Je voudrais proposer une réflexion sur le concept d’*espace public* et tenter d’expliquer la perte de puissance politique de ce concept.

Hannah Arendt et Jürgen Habermas, élaborant respectivement au cours des années 50 et 60 un « modèle grec » et un « modèle bourgeois » pour penser la démocratie, donnent, malgré leurs différences, le même statut à l’espace public : être une condition de possibilité de la démocratie moderne. C’est ainsi que se vérifie, dans la société civile, l’usage du concept : l’espace public apparaît dans toutes les brochures politiques, sur les sites des associations de végétalisation des quartiers, dans les tentatives éthiques des grandes entreprises ; à chaque fois, mobiliser l’espace public revient à prouver l’effectivité de la démocratie. Pourtant, il est aisé de constater que l’espace public est le nouveau lieu du déploiement du pouvoir : qu’il s’agisse d’une entrée de métro, d’un ancien port à proximité du centre-ville ou d’une place publique, ces lieux, par leur rénovation ou par de petits aménagements, sont investis d’une nouvelle mission : proposer une expérience. Là où il s’agissait simplement de passer, de traverser ou de s’asseoir, il s’agit maintenant *aussi* de regarder une œuvre d’art, d’admirer une nouvelle architecture, de *se sentir bien* et, très souvent, de consommer quelque chose. Si nous constatons un usage excessif du concept d’*espace public*, c’est justement au moment où nous faisons l’expérience d’un contrôle permanent de nos gestes quotidiens et de nos affects et ce, à des fins de surveillance et de consommation. Il y a donc une ambigüité inscrite dans notre rapport à la publicité de l’espace : elle est à la fois nécessaire à la démocratie *et* nouveau lieu d’exercice du pouvoir.

Dans cette communication, je souhaite contribuer à la compréhension de cette subversion du concept d’*espace public* en revenant aux conceptualités d’Arendt et d’Habermas. Plutôt que de suivre les critiques qui leur ont été adressées (conservatisme arendtien/idéalisme habermassien), il s’agira d’insister sur la manière dont ils mettaient, l’une comme l’autre, déjà en question *l’évidence* qu’on donne à l’espace public dans la constitution d’une démocratie : l’évidence que les pratiques démocratiques peuvent reposer sur l’existence d’un espace public défini comme le lieu d’un échange égalitaire et rationnel. Plus précisément, à rebours des lectures qui en font les fondateurs non critiques de l’espace public moderne (lectures qu’Habermas a contribué à faire exister, par ailleurs), je voudrais faire l’hypothèse que la relecture de *La condition de l’homme moderne* (1958)et *L’espace public* (1962),permet dès lors d’interroger aujourd’hui la « perte » de l’espace public.

Cette « perte » me semble se manifester par deux tendances : d’une part, la restriction de l’espace même de l’expérience et, d’autre part, – positivement – le déploiement d’une nouvelle configuration de l’espace littéraire ; deux éléments qui n’ont pas été pris en compte par Arendt et Habermas. Je propose de faire l’étude de l’uniformisation de l’expérience possible et de la mise en place de ce que j’appellerai provisoirement un « espace public littéraire » (en tant que la littérature exprime une certaine configuration sociale et politique ainsi que des rapports de pouvoirs, et qu’elle est aussi le lieu d’une critique du pouvoir et de sa prétention à la rationalité) à partir, respectivement, de Walter Benjamin et de Hans-Magnus Enzensberger. J’espère ainsi contribuer à la compréhension de la manière dont la « perte » de l’espace public nous affecte aujourd’hui.

**Présentation de Caroline Glorie**

Je suis doctorante en Information et Communication à l’Université de Liège et réalise une thèse dont le titre est : *Le concept d’espace public chez Walter Benjamin, Oskar Negt et Hans Magnus Enzensberger. Contribution à une problématisation critique des formes du public*. Je suis membre de l’ARC GENACH (Genèse et Actualité des Humanités Critiques, France – Allemagne 1945-1980) ainsi que du GRM (Groupe de Recherches Matérialistes). Hors du cadre universitaire, je fais partie d’un collectif féministe d’auto-santé, Le Pied à l’étrier.